

LETTRE D'INFORMATION A LA POPULATION

Le personnel de la station de RFO Saint-Pierre et Miquelon est aujourd'hui en grève, il souhaite vous faire partager ses inquiétudes sur l'avenir de son outil de travail et donc de VOTRE média.

- Le projet de loi sur la réforme de l'audiovisuel public est examiné aujourd'hui à l'assemblée nationale. Que deviendront RFO et ses stations locales à l'heure où le gouvernement cherche à faire des économies à France Télévision ? Aucune réponse claire n'a été apportée aux syndicats.
- Si la station locale de RFO St Pierre et Miquelon venait à disparaître, cela induirait la suppression de plus de 90 emplois, et du même coup une perte considérable pour l'économie locale: Consommation dans les commerces, rentrées fiscales et douanières, etc...
- RFO est le seul média (radio et télévision) de service public sur le territoire. Quelle serait la qualité et surtout la régularité de l'information s'il était supprimé ? Le traitement de l'actualité, les productions locales (infosports, Messe des marins, Coupe de l'archipel de foot, match équipe de France de Hockey, Soirée Pays, En quête d'infos, Diaspora, faut le savoir, 9 semaines et un jour...), toutes ces spécificités et ces programmes seraient effacées au profit d'émissions calibrées directement par Paris. Pourra-t-on vraiment appeler ça une chaîne locale ?
- D'une manière plus générale, nous ne voulons pas que des économies soient ENCORE une fois réalisées sur le dos du service public, ultramarin de surcroît. Nous restons un lien essentiel pour la continuité territoriale en matière d'information et une vraie vitrine sur la vie d'un archipel qui, aux yeux d'un certain ministre, n'a plus grande légitimité et intérêt.

Aujourd'hui RFO, demain peut-être la DE ou encore le secteur hospitalier, nous demandons à nos responsables politiques et à la population de soutenir notre action, il en va aussi de l'avenir de Saint-Pierre et Miquelon.